



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 413

Loi modifiant la Loi sur l'optométrie

Présentation



Présenté par
M. Raymond Savoie
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Éditeur officiel du Québec
1992

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'optométrie afin de permettre, à certaines conditions, aux optométristes d'administrer certains médicaments aux seules fins de l'examen des yeux du patient.

Projet de loi 413

Loi modifiant la Loi sur l'optométrie

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7) est modifiée par l'insertion, après l'article 19, des suivants:

« **19.1** Malgré l'article 16, un optométriste peut administrer un médicament aux seules fins de l'examen des yeux du patient si les conditions suivantes sont satisfaites:

1° l'optométriste est détenteur du permis visé à l'article 19.2;

2° le médicament est mentionné dans la liste établie par règlement en vertu de l'article 19.4;

3° l'optométriste respecte les conditions et modalités fixées, le cas échéant, dans ce règlement.

« **19.2** L'Office des professions du Québec fixe, par règlement, les normes de délivrance et de détention du permis habilitant un optométriste à administrer à ses patients des médicaments conformément à l'article 19.1.

« **19.3** Pour obtenir le permis visé à l'article 19.2, un optométriste doit en faire la demande au Bureau. Celui-ci délivre le permis si l'optométriste satisfait aux normes prescrites par l'Office quant à la délivrance du permis.

Le permis peut être suspendu ou révoqué, dans le cadre des normes de l'Office, par le Bureau.

« **19.4** L'Office des professions du Québec dresse périodiquement, par règlement, après consultation du Conseil

consultatif de pharmacologie, de l'Ordre des optométristes du Québec, de l'Ordre des médecins du Québec et de l'Ordre des pharmaciens du Québec, une liste de médicaments qu'un optométriste peut administrer conformément à l'article 19.1 et détermine, s'il y a lieu, suivant quelles conditions et modalités un optométriste peut administrer ces médicaments. ».

2. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).